8e Année. N. 135. — 10 Septembre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

LA LUTTE DE CLASSES AU VILLAGE

L'organisation ouvrière à St-Laurent-de-Cerdans

par L. S.

Les évènements de Belgique et les chefs socialistes

par UN PASSANT

Les déportations espagnoles et le Congrès des Instituteurs

par Roger HAGNAUER

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE.

Après le Borinage, le Lancashire. — Papen et Hitler. — U.R.S.S., Amérique et Japon ..... **R. L.**

AMNISTIE POUR LES FONDATEURS DE LA C.G.T. TUNISIENNE

LES DÉPORTATIONS ESPAGNOLES ..... **R. Hagnauer**

L'ORGANISATION OUVRIÈRE A SAINT - LAURENT-DE - CERDANS ..... **L. S.**

LES ÉVÉNEMENTS DE BELGIQUE ET LES CHEFS SOCIALISTES ..... **Un passant**

PARMI NOS LETTRES.

La grève d'Ivanovo. — La liberté de conscience des prisonniers politiques en Belgique. — L'opinion de Thomas sur le Congrès de Clermont. — Sur le départ de l'I. L. P. du Labour Party. — Le pacifisme au-dessus des classes ?

NOTES ECONOMIQUES.

Un nouveau et important tournant ..... **R. Louzon**

A TRAVERS LES REVUES.

Les Primaires ..... **B. G.**
La Revue Mondiale ..... **J. P.**

FAITS ET DOCUMENTS.

La Russie sans chômeurs ? — Les nouvelles fortifications de l'Est et leur capacité offensive. — Les distinctions de classes dans les prisons de l'Inde.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Après le Borinage, le Lancashire

Après le Borinage, le Lancashire. Après la Belgique, l'Angleterre; après les mineurs, aujourd'hui les tisserands, demain peut-être les filateurs. En tous cas, dès maintenant, près de 200.000 grévistes. La succession, coup sur coup, de ces deux grandes grèves indique-t-elle que la passivité de la classe ouvrière devant la réduction de ses salaires, a décidément pris fin ?

En tous cas le moment ne semble pas mal choisi pour reprendre l'offensive.

Un gros effort, par des moyens passablement artificiels il est vrai, est actuellement tenté par le capitalisme américain pour refaire démarrer la machine économique : les prix ne baissent plus, un grand nombre d'entre eux remontent même, et la Bourse aussi. Le capitaliste, qui, hier, pleurait sa ruine toute proche, se reprend à espérer des bénéfices plantureux. Aucun ne voudrait manquer le départ. Une grève peut risquer de le lui faire manquer. Il regardera de plus en plus à deux fois avant de la provoquer.

Papen et Hitler

Dès la formation du ministère Papen, nous avions indiqué combien sa constitution sociale différait de celle de l'hitlérisme, et quelle opportunité cela pourrait offrir pour une contre-offensive du prolétariat. « La désunion de ses ennemis a des raisons plus profondes que les siennes », disions-nous.

Les événements se sont précipités. La rupture entre Papen et Hitler s'est produite avec une foudroyante rapidité. Et aujourd'hui, nous en sommes au point où Hitler est devenu — contre Papen — le défenseur des droits et prérogatives du Parlement !

C'est que si l'hitlérisme est de même essence que le fascisme, il en diffère, dans la même mesure que l'Allemagne diffère de l'Italie. Comme le fascisme italien, le national-socialisme est un mouvement démagogique financé et utilisé par les magnats de l'industrie. Se servant, comme masse de manœuvre des deux grandes classes qui sont toujours et partout la proie désignée pour les démagogues, la petite bourgeoisie et le « lumpen », son but était d'écraser la classe ouvrière pour le compte du grand capitalisme.

Mais, tandis qu'en Italie, une fois le but atteint, le prolétariat écrasé, il était assez facile de liquider toute la partie démagogique de l'entreprise, par quelques discours redondants et l'enrôlement dans la « milice » ou l'Etat, des plus remuants des sans-métiers, il n'en est pas de même en Allemagne. Le « lumpen », c'est-à-dire la partie du prolétariat dépourvue d'emploi régulier, est une force en Allemagne. Ce n'est pas qu'un bas-fonds pour recruteurs de bandes, c'est une armée de plusieurs millions d'hommes: chômeurs à poste fixe. Ce n'est pas le déchet d'une classe ; c'est devenu une classe à soi seul. Hitler ne peut se débarasser de cette armée, aussi facilement que Mussolini le fit de ses bandes de nervi. Il faut à cette colonne essentielle de l'hitlérisme qu'est la masse des chômeurs, des satisfactions concrètes et qu'on ne peut lui accorder qu'aux dépens du capitalisme. D'où la scission entre l'instrument et les bailleurs de fonds, la rupture entre ce qui ne devait servir que d'arme et ceux qui maniaient l'arme. Le prolétariat allemand en profitera-t-il, lancera-t-il sa contre-attaque ?

Est-ce le moment précis, actuellement, où il faut contre-attaquer ? N'est-il pas préférable d'attendre quelque peu afin que l'ennemi se soit enferré davantage ? Nous sommes trop loin du théâtre de la bataille pour pouvoir en juger avec certitude, mais ce que nous savons, c'est que cette contre-attaque ne pourra être victorieuse, qu'à la condition d'être une attaque formidable submergeant tout, et que, pour cela, il faut que ce soit une attaque de tout le prolétariat, attaquant en masse, sur un seul front.

Or, s'il se peut qu'il soit pour le moment trop tôt pour attaquer, il ne l'est certainement pas trop pour préparer l'attaque en réalisant le front unique nécessaire à la victoire. Malheureusement, sur ce point, les progrès semblent être encore extraordinairement lents.

U. R. S. S, Amérique et Japon

Il est fort question en Amérique de l'envoi en U.R.S.S. d'une mission plus ou moins officielle chargée de préparer la reconnaissance des Soviets par les Etats-Unis ; d'autre part il est non moins question d'un emprunt qu'émettrait aux Etats-Unis pour le compte de l'U.R.S.S., l'une des plus grandes banques de New-York, la Chase National Bank C°.

La raison qu'on donne de ces deux faits est qu'il convient de faciliter les rapports commerciaux entre les deux pays. — Peut-être, pour une part ! Cependant on ne peut s'empêcher de remarquer que le fait qu'il n'y ait point de relations diplomatiques entre les deux Etats, ni de financements autres que commerciaux, n'a pas empêché les Etats-Unis de devenir depuis quelques années, le pays qui fait le plus d'affaires avec

l'U.R.S.S. : exportation de marchandises, d'hommes et de techniques ; ce sont eux qui ont équipé tout le plan quinquennal.

Il y a donc lieu de se demander s'il ne faut pas chercher ailleurs que dans des motifs économiques la raison de ce soudain intérêt du gouvernement et des grandes banques américaines pour l'U.R.S.S.; s'il ne faut pas la chercher dans les événements d'Extrême-Orient ?

Quand le Japon a, l'an dernier, envahi la Mandchourie, nous avons vu les staliniens lancer ce bobard énorme : que l'action du Japon en Mandchourie était le début d'une attaque concertée contre l'U.R.S.S. de la part de tous les pays capitalistes, y compris même les Etats-Unis ! *Personnellement nous nous sommes fait assez malmené, au cours d'une conférence sur ce sujet, pour avoir osé prétendre que l'occupation de la Mandchourie était une guerre... contre la Chine, et non contre l'U.R.S.S., et que dans cette affaire, loin d'avoir les Etats-Unis avec lui, le Japon les aurait contre lui.*

Aujourd'hui, au risque de nous faire traiter encore une fois de contre-révolutionnaire, il semble bien qu'on puisse faire un pas de plus. Loin qu'il puisse s'appuyer sur les Etats-Unis dans son occupation de la Mandchourie et dans une extension subséquente de celle-ci par une attaque contre l'U.R.S.S., il paraît bien que le Japon aura, sans doute, dans un avenir pas très éloigné, à compter en Chine, non plus seulement avec les Etats-Unis, mais avec une coalition des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.

L'Amérique, qui a toujours toute sa flotte rassemblée dans le Pacifique, est, sans aucun doute, résolue à s'opposer de vive force à la main-mise du Japon sur la Chine du Nord, mais.... elle n'ose pas marcher seule. S'il n'avait tenu qu'à elle, l'entreprise japonaise aurait été étouffée dans l'œuf, au moyen d'une démonstration navale, mais cette démonstration, l'Amérique n'osait pas la faire seule, elle demanda à l'Angleterre d'y participer ; sur son refus, elle n'osa pas s'engager plus avant, et le Japon eut les mains libres. Mais si l'Angleterre, et la France encore moins, ne veulent pas marcher contre le Japon, pourquoi ne s'adresserait-on pas à l'U.R.S.S. ? L'U.R.S.S., avec son importante armée terrestre, fournie d'armes, de munitions, de techniciens et de capitaux par les Etats-Unis, et les Etats-Unis, avec leur puissante marine, constitueraient une force redoutable devant laquelle il serait bien difficile au Japon de ne point s'incliner.

La voie à une alliance, écrite ou tacite, formelle ou implicite, entre l'U.R.S.S. et l'Amérique, est ouverte. Les progrès y seront fonction de la plus ou moins grande vigueur que mettra le Japon à poursuivre son plan de colonisation de la Chine.

R. L.

AMNISTIE

POUR LES FONDATEURS DE LA C. G. T. TUNISIENNE !

CEUX QUI LA RÉCLAMENT

La « Tunisie ouvrière ». — L' « Effort ». Le « Populaire ».

A la suite des articles que nous avons consacrés au cas de nos camarades Moktar et Finidori, l'opinion ouvrière commence à s'émouvoir. Les morts vont vite, et les exilés aussi, tout au moins quand ils ne s'appellent ni Malvy ni Caillaux. On avait fini par oublier que deux travailleurs, depuis sept ans, sont en exil, à cause de leur activité syndicale.

***

Il revenait à la Tunisie d'ouvrir le feu : c'est ce qui s'est produit.

Dans son numéro du 27 juillet, la « Tunisie ouvrière », organe officiel de l'Union des Syndicats de Tunisie (C.G.T.) reproduisait en leader notre appel du 25 juin, en le faisant précéder d'une note du secrétaire-adjoint de l'Union, le camarade Bouzanquet. assurant que

ceux qui luttent pour que Finidori et Moktar el Ayari soient amnistiés peuvent compter sur notre appui le plus absolu.

***

Puis l' « Effort » organe du Cartel autonome des syndicats du Bâtiment de Lyon, éleva, dans son numéro du 21 août, la protestation du Cartel du Bâtiment lyonnais et du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme de Saint-Etienne contre le maintien en exil de nos deux camarades, ainsi que

contre le gouvernement Herriot, qui a dans son sein beaucoup de membres de la Ligue des Droits de l'Homme, mais qui ne s'occupe que de la défense des droits de la bourgeoisie.

***

Enfin, le « Populaire » du 30 août, sous le titre « Deux militants syndicalistes tunisiens persécutés », et par la plume de Marceau Pivert, déclare :

Le projet d'amnistie a oublié les fondateurs de la Confédération générale du Travail tunisienne. Moktar et Finidori ne constateront, dans leur exil, aucune différence entre Herriot et Tardieu !

Soit ! Mais le groupe socialiste au Parlement ne laissera pas s'accomplir ce deuxième geste de classe. Il déposera un amendement en faveur des condamnés frappés par application de l'article 91. Il exigera au besoin un vote public et les syndicalistes pourront compter alors ceux qui sont effectivement « respectueux des libertés syndicales ».

***

Rappelons que nous tenons à la disposition de tous les militants et organisations qui nous en feront la demande, toute la documentation nécessaire sur le procès de la C.G.T. tunisienne.

Au congrès confédéré des instituteurs

Les déportations espagnoles

J'ai promis aux lecteurs de la « R. P. » de leur parler du débat sur les déportations espagnoles qui eut lieu au congrès du syndicat national. J'y ai joué un rôle que Lapierre, rédacteur en chef de l' « Ecole Libératrice », a bien voulu qualifier de « criminel ». Il est criminel, m'a-t-il dit, d'attaquer la République espagnole. Je ne succombe pas sous l'invective. J'ai de l'entraînement. Il y a quelques années, Dommanget qualifiait en termes analogues nos critiques contre les procédés arbitraires du gouvernement de Staline. Aujourd'hui, il nous a rejoints dans... le crime, et il a condamné avec une généreuse violence, les persécutions dont a été victime l'admirable Riazanoff. Lapierre nous rejoindra sans doute aussi, lorsqu'un quelconque Sanjurjo — bénéficiant de la « mansuétude » du gouvernement socialo-démocratique — jouera le rôle de Bonaparte, après qu'on lui ait fait jouer celui de Cavaignac et de Gallifet.

Décidément, nous avons toujours le tort d'avoir raison trop tôt !

Pourquoi nous sommes intervenus

Pourquoi avons-nous posé la question de la République espagnole, dans l' « Ecole Libératrice », dans les sections syndicales et au congrès ?

Parce que nous avons été choqués de ne trouver dans **nos** organes (le « Peuple » et l' « Ecole Libératrice »), — une exception heureuse, la « Tribune du Fonctionnaire » qui a publié en avril dernier un article objectif et courageux de L. Emery — que des éloges de l'œuvre constructive du gouvernement de Zamora. Nous avons protesté par un article — dont l'insertion dans l' « Ecole Libératrice » n'a pas été obtenue sans mal — et par des ordres du jour, dont un, particulièrement vif de la section de la Loire.

Dans le rapport moral de Vivès — secrétaire à l'Education Sociale — comme dans celui de Lapierre, rédacteur de l' « Ecole Libératrice », il était fait allusion à notre opposition et à notre action. Le congrès était donc saisi de l'affaire, par les voies régulières, et devait en discuter.

Sous quelle forme ? Il y avait la double démarche des syndicats parisiens dont la « R. P. » a parlé, et à laquelle s'était associée la section de la Seine des Instituteurs : lettre à l'Union Générale pour protester contre les déportations, lettre à la Confédération Nationale pour demander la fin des luttes fratricides entre ouvriers.

C'était une excellente base d'intervention.

Nos commentaires furent sobres : 1° Nous ne nous adressons pas au gouvernement espagnol, qui n'innove pas dans l'arbitraire, mais aux syndicalistes membres de l'Internationale Ouvrière ; 2° S'il est vrai qu'il y a eu collusion des monarchistes et des anarchistes, pourquoi ne pas le prouver au cours de débats publics et contradictoires (notons que les inculpés militaires du complot de Séville viennent d'être jugés par un tribunal officiel, dans des conditions régulières) ; 3° Nous avons une expérience, celle de 1848. Nous avons salué le « février » espagnol. Sommes-nous en juin ? Si oui, souvenez-vous que les publicains français n'ont pu compter, en décembre 1851, pour lutter contre Louis-Bonaparte, sur une classe ouvrière dont ils avaient désarmé et décimé la fraction la plus combative.

Nous avons terminé par l'expression de notre foi en le syndicalisme espagnol unifié et indépendant.

Aucune réponse de Vivès. Aucune de Lapierre.

Un délégué des Landes — dont la sincérité n'est pas niable — bondit à la tribune pour écraser les « anarcho-syndicalistes » espagnols qui ont été les complices de Primo de Rivera — oui, il a dit cela ! et avec une conviction désarmante ! Seule leur destruction ,dit-il, permettra la reconstitution de l'unité ouvrière espagnole !

Puis, Prieto, délégué des syndicats d'instituteurs espagnols, courtois, aimable et habile, parla.

Les anarchistes espagnols de la C.N.T. ont débarqué Pestaña — à qui il rend hommage. Ce ne sont pas des ouvriers, mais des « pistoleros » ! La République espagnole a fait de grandes choses : elle a rompu avec l'église, elle a expulsé les jésuites (j'ose à peine murmurer, à mon banc, que Louis XV en avait fait autant) ; elle a fondé des milliers d'écoles. Tout cela est, sans doute, vrai — en faisant la part de l'exagération méridionale et juvénile, car, dans la dernière brochure éditée par Wullens, on donne des informations moins bienveillantes sur la vie scolaire sous la République.

Cela ne pouvait manquer d'ébranler le congrès. Pensez donc ! des bandits ! Ainsi, les congressistes unitaires de Tours, en 1927 ,furent indignés lorsqu on leur conta les actes de sabotage accomplis en Russie par Lazarevitch, avec d'autant plus d'éloquence qu'ils n'existaient que dans l'imagination de l'oratrice.

La motion de la Commission

Mais nous voici maintenant en Commission, pour rédiger une résolution sur les déportations espagnoles. Vivès, représentant le bureau, préside.

La discussion fut passionnante. Nous posâmes la question aux deux défenseurs qualifiés de la République espagnole : les grèves (même si elles sont encouragées par les monarchistes, ce qui reste tout entier à prouver) peuvent-elles s'expliquer par la situation des ouvriers ? — Réponse affirmative, qui nous suffit.

Et, au fur et à mesure que Prieto nous énumérait les actes de « banditisme » commis par les anarchistes espagnols, nous nous retrouvions, Allot et moi, en face de vieilles connaissances. Ce banditisme n'était en effet que les méthodes du syndicalisme français d'avant-guerre : grèves brusquées, grèves de solidarité, sabotage, violences contre les jaunes ou contre les patrons — toutes choses qui provoquaient l'indignation de l'instituteur espagnol.

Un dernier fait : les grévistes d'un service concédé s'étaient mis en grève sans solliciter l'arbitrage du gouvernement !

« Ils ont eu bigrement raison — dit tranquillement Allot — ; il y a dans la grève, comme dans la guer-

re, un élément de surprise dont il faut profiter ». Et le voilà racontant à Prieto comment une grève de sardiniers peut réussir si elle est brusquée, ou échouer si elle est retardée de quelques jours.

Cependant Vivès, dont l'attitude a été d'une correction et d'une loyauté parfaites, lit une motion, qui ne nous donnait pas satisfaction — car elle saluait l'œuvre accomplie par le gouvernement espagnol — mais qui exprimait notre émotion devant la répression frappant les militants ouvriers et qui se terminait par un appel à l'unité ouvrière.

Prieto fait la grimace. Vivès lui objecte amicalement que nous avons le droit et le devoir de parler franc à nos camarades d'Espagne. Quant à nous, nous faisons des réserves sur les premiers paragraphes, mais nous nous engageons à ne pas insister au congrès.

Le coup de la dernière heure

Nous sommes maintenant, en séance publique — quelques instants avant la clôture du congrès. Vivès lit la motion. Derrière lui, à la tribune, au banc du bureau, deux protestations se font entendre : celles de Dumas et de Lapierre.

Dumas — qui n'en était pas à sa première incartade et dont les interventions eurent toujours ce caractère inattendu et surprenant — propose un nouveau paragraphe, pour remplacer celui qui traitait de la répression.

Un texte bien préparé, écrit, rédigé avec assez de sûreté, pour que cela ne sente pas l'improvisation — une vague formule démocratique qui n'exprimait nullement nos préoccupations purement **ouvrières.** Surtout, d'accord avec Prieto, les deux protestataires ne voulaient pas laisser dire que c'étaient des militants ouvriers qui avaient été frappés par la répression. Il fallait laisser le congrès sur l'impression que les anarchistes et syndicalistes espagnols sont de simples bandits que l'on doit condamner en leur accordant — tout au plus — les garanties dont bénéficient les prévenus ordinaires de droit commun.

Malgré nos protestations et celles de Vivès, les congressistes, pressés d'en finir, votèrent le texte de Dumas.

Quinze jours après, la République était menacée par un général, commandant en chef la gendarmerie de la République, jouissant de la confiance du gouvernement ; et les révolutionnaires espagnols de toutes tendances se dressaient contre l'émule de Korniloff.

S'il n'avait eu que la garde civile pour le défendre, s'il n'avait plus pu compter sur les « pistoleros » et les « bandits » (!?) flétris par Dumas et Lapierre, le régime républicain espagnol eut été bien malade.

Rappel aux statuts

Une question se pose : elle est plus étroitement syndicale, mais assez grave. A quel titre Dumas a-t-il parlé ?

Dans un congrès, ne peuvent intervenir et voter que les délégués régulièrement mandatés par leurs sections, ou les membres du bureau, autorisés par celui-ci.

Dumas, membre de la section de la Seine et du bureau du syndicat national, est intervenu à plusieurs reprises. Or, **il n'était pas mandaté par sa section.**

L'était-il par le bureau ? Ce serait drôle, car enfin Vivès l'était déjà. Le bureau mandaterait-il celui-ci pour tenter un effort de synthèse et de conciliation, et celui-là pour le saboter ?

Il est plus probable que Dumas s'était mandaté lui-même. De droit, il s'est saisi de la question, étonné même qu'on puisse discuter d'une affaire internationale, sans son consentement. Lapierre et lui n'admettent, dans ce domaine, que des collaborateurs, travaillant sous leur direction et leur contrôle. Leur documentation seule est sûre. Dommage qu'elle sorte presque toujours des officines officielles, et des succursales de la S.D.N. !

L'absence d'un véritable internationalisme

L'incident espagnol nous portera à examiner de plus près cette puissante Fédération internationale des Associations d'Instituteurs, qu'ils dirigent.

En dehors du Syndicat national français et de la Centrale belge, aucun des groupements de masse qui la composent n'est syndical. Elle ne se maintient qu'à la condition qu'on n'y aborde aucune question fondamentale, donc épineuse, et qu'on ne heurte aucun pouvoir établi.

Et c'est sans doute pour ne pas froisser les espagnols assez peu sûrs, (n'étaient-ils pas membres dociles de l'Internationale Vernochet, il y a encore quelques mois ?) qu'il fallut rédiger une motion incolore et vaine.

On se fait des politesses, on n'est pas camarades ; on est des hôtes et des invités. Le brave collègue suisse, en ce congrès de 1932, poussa l'amabilité jusqu'à nous conter que ses élèves n'apprenaient qu'avec répugnance, la langue allemande ! Il disait cela, devant le délégué allemand, Roeppel, immigré chassé d'Alsace, traité de renégat par les bourgeois du « Temps » et de double traître par les brutes hitlériennes, et à qui sa délégation peut coûter la révocation, l'emprisonnement, et même la mort.

Jamais, nous n'avons entendu dans nos congrès, un représentant des universitaires italiens ou balkaniques proscrits par leurs gouvernements. Non, notre internationalisme prolétarien, qui est l'expression la plus haute de la lutte de classes, n'a rien de commun avec cet ensemble de pratiques diplomatiques. Il ne vit ni à La Haye, ni à Genève, ni dans les constructions architecturales de la S.D.N. Pour reprendre une phrase de Jaurès, il n'est que dans l'organisation de ceux qui souffrent, dans la protestation de ceux qui pensent !

Roger HAGNAUER.

N. B. — La campagne menée pour la libération des déportés n'aura pas été inutile. Ceux-ci sont ramenés progressivement, par petits groupes, en Espagne. Cependant dix d'entre eux restent encore au Sahara, ils doivent, dans la pensée du gouvernement, y rester indéfiniment. Notre action doit donc continuer et s'accentuer. Nous n'aurons pas de cesse tant qu'il restera UN SEUL ouvrier espagnol déporté sans jugement.

A bas le Guépéou espagnol !

LA LUTTE DE CLASSES DANS UN VILLAGE

L'Organisation ouvrière à Saint-Laurent-de-Cerdans

La seule rivière de quelqu'importance que l'on rencontre lorsqu'on se dirige de Perpignan vers la frontière espagnole, est le Tech. Une route en remonte la vallée pour se terminer en cul de sac peu après Prats de Mollo, toute petite ville que Macia a rendue célèbre en en faisant son lieu de rendez-vous lors de sa tentative sur la Catalogne sous Primo de Rivera. De cette route, une quinzaine de kilomètres avant Prats de Mollo, se détache vers la gauche une route secondaire qui gravit, à forte pente, le flanc de la vallée, se dirigeant, sans cesser de s'élever, vers la frontière espagnole, où elle s'arrête net, elle aussi en cul de sac.

C'est sur cette dernière route, dans ce pays montagneux — on est déjà en pleine chaîne pyrénéenne — où le sol pauvre n'a permis que de loin en loin l'établissement d'une très modeste métairie, et à l'écart de tout courant de circulation, qu'on trouve tout à coup, non sans étonnement, un gros village : Saint-Laurent-de-Cerdans, situé à près de 700 mètres d'altitude, et peuplé de 2.700 habitants.

De quoi peut bien vivre ce village ? — Le premier venu vous renseignera : il vit de la fabrication des espadrilles. Saint-Laurent-de-Cerdans est la capitale des espadrilles.

Or ce village de montagne, isolé, situé à l'extrémité de la France, présente l'un des plus remarquables exemples d'organisation ouvrière qui soit.

L'ESPADRILLE

L'industrie de l'espadrille se divise en deux grandes branches : d'une part la production des fournitures, celles-ci comprenant la « toile » qui forme la tige, et la « tresse » dont est faite la semelle ; — d'autre part la fabrication proprement dite de l'espadrille.

Tout ce dernier travail, qui se faisait autrefois à la main, se fait maintenant à la machine.

La « tresse », composée de jute et de chanvre tressés ensemble, est enroulée sur elle-même par un « ourdisseur » mécanique, puis pressée afin de prendre la forme d'une semelle. Celle-ci est alors percée de trous qui tiennent toute la largeur de la semelle, au moyen d'une « perceuse » ; puis, dans ces trous, on passe, toujours à la machine, des fils qui cousent ainsi ensemble les différentes parties de la tresse ; il ne reste plus alors qu'à faire une couture aux extrémités par une machine spéciale, la machine à « capser », et la semelle est faite.

Pour la tige, deux opérations suffisent, toutes deux effectuées à la machine : la coupe et le piquage.

Le « montage » se fait à la colle ; la semelle est cousue à la tige à la machine Black, et l'espadrille est terminée.

Grâce aux qualités de sa semelle de tresse qui lui donne légèreté, souplesse, perméabilité à l'air, l'espadrille est une chaussure hygiénique, très agréable à porter, ce qui explique son succès.

LES ENTREPRISES PATRONALES

Des deux branches entre lesquelles se divise l'industrie de l'espadrille : fabrication des fournitures et fabrication de l'espadrille, la première est, à St-Laurent-de-Cerdans, totalement concentrée — autant du moins qu'il s'agit d'entreprises patronales — entre les mains d'une seule maison : la maison Sans

TRAVAIL A LA MAIN, A DOMICILE

L'homme coud les semelles (au banc-couseur)

Les femmes montent les espadrilles

et Garcerie. Celle-ci occupait, en février 1931, 272 ouvriers et ouvrières, dont 26 femmes (1).

Toutes les autres usines, à l'exception de « l'Union Sandalière », société coopérative dont nous parlerons plus loin, achètent leurs fournitures et font seulement la fabrication de l'espadrille. Elles sont au nombre de 7, et occupent au total 500 ouvriers environ dont les deux tiers de femmes, qui, pour une bonne moitié, travaillent à domicile.

La plupart de ces travailleurs sont français ; les autres, 150 environ, sont, pour la plupart, espagnols.

Dans les périodes de crise, on pratique le chômage partiel, de 1, 2, 3 jours, etc... par semaine (2). Quand la crise s'accentue, les jeunes ouvriers descendent s'embaucher dans la plaine pour les travaux agricoles, et les jeunes filles s'engagent comme domestiques dans les villes, à Perpignan, Amélie-les-Bains, etc...

L'incarnation du patronat, le Schneider de Saint-Láurent-de-Cerdans est M. Sans, le maître de l'usine de fournitures, la plus grosse fortune du département, assure-t-on, après Violet, le fabricant de Byrrh.

Maire depuis de longues années, M. Sans a été détrôné en 1929, ce qui a accru considérablement sa rage, on le conçoit. Scandaleusement enrichi pendant la guerre (fourniture de toile aux armées), M. Sans (et sa famille) est propriétaire de presque toutes les fermes du pays, des bois, des jardins, des maisons. Il s'est assuré, en outre, une sorte d'empire économique en vendant la force électrique aux autres industriels et en leur imposant ses produits.

Un seul parmi ces industriels est demeuré indépendant vis-à-vis de Sans, précisément parce qu'il avait les reins solides : M. Ribes.

Quant aux autres, de plats valets, tout heureux d'adorer ventre au sol le magnat triomphant et de mépriser souverainement le prolétariat organisé.

Un fait montrera quelles puissantes attaches les relient à Sans : la municipalité, élue en 1929, ayant effectué de sérieuses réparations à l'installation électrique communale informa les petits industriels que la régie était maintenant capable de fournir du courant à qui en demanderait ; au cours d'une entrevue à la mairie, les petits industriels, devant les conditions avantageuses qui leur étaient faites, acceptèrent d'enthousiasme les propositions du maire : chacun pourrait fabriquer sa toile, sa tresse et se libérerait ainsi de l'emprise de M. Sans ! Le lendemain, coup de théâtre : une lettre, signée par tous les industriels, informait le maire que tous les engagements oraux pris la veille devaient être considérés comme nuls, qu'aucun d'entre eux n'achèterait le courant à la régie municipale. M. Sans les avait à nouveau enchaînés à lui par un contrat de 9 ans.

Ce fait, suffisamment suggestif, se passe de commentaires.

Malgré certaines animosités — voire rivalités — personnelles, tous ces individus communient dans la même haine pour les travailleurs.

L'ORGANISATION OUVRIERE

La lutte de classes se joue ici sur le triple terrain économique, syndical et politique. Pour apprécier justement les efforts du prolétariat laurentin, un aperçu des conditions d'existence d'il y a 30 ans est nécessaire : les ouvriers sandaliers gagnaient alors en moyenne 2 fr. 25 par jour ; quelques-uns gagnaient de 14 à 16 fr. par semaine. Les industriels (à part Sans — ce qui le rendait populaire) avaient des économats attachés à leur établissement et obligeaient leurs ouvriers à acheter chez eux ce dont ils avaient besoin ; ainsi, ce que le patronat donnait sous forme de salaires, lui revenait comme paiement de denrées. Voici, entre cent autres, une histoire authentique qui m'a été racontée par une pauvre vieille :

> Nous travaillions tous trois (mon mari, ma fille aînée et moi) chez S... ; à la fin d'une quinzaine, 27 *sous* nous revenaient, différence entre nos salaires et le montant du prix des denrées achetées à l'économat patronal, le patron ne voulut pas nous donner ces 27 sous : je fus obligée d'acheter un supplément de marchandises d'une valeur équivalente ! Heureusement que ma fille travaillait chez B... où il n'y avait pas d'économat ; son salaire constituait tout l'argent liquide qui entrait à la maison. Notre patron le sut et nous demanda de faire travailler notre fille chez lui ; sur notre refus, il nous renvoya tous trois.

Premier pas : la fondation du syndicat

Mais en avril 1904, des militants de Perpignan vinrent constituer un syndicat à Saint-Laurent : au début, 120 travailleurs adhèrent (ce chiffre devait bientôt tomber à 80). Le but premier de ce syndicat était d'obtenir une augmentation de salaires et de s'affranchir des économats patronaux.

Le syndicat fonde une coopérative de consommation

Trois ans plus tard, en 1907, les syndiqués décident de créer une coopérative : les parts seront de 25 fr. — mais on ne ramasse guère que des oboles de 1 fr., 2 fr....

En novembre 1908, 480 fr. sont atteints : sur 45 inscrits, 4 seulement avaient entièrement versé leur part. Un cercle réservé exclusivement aux membres du syndicat fut ouvert.

En 1910, ce fut le tour de la boulangerie, mais comme le pain était vendu par la coopérative 1 sou par kg. meilleur marché que par le commerce local, l'organisation fut mise à l'index par les représentants de farine ; on ne put désormais acheter de la farine qu'au comptant.

En 1912, la coopérative s'affilia au Magasin de

---

(1) Ces chiffres, ainsi que ceux qui suivent, sont ceux de février 1931, époque où la crise commençait déjà à se faire sentir, mais où néanmoins l'activité pouvait encore être considérée comme moyenne.

(2) Actuellement (août 1932) l'usine de toile de Sans travaille les 6 jours de la semaine, mais après s'être délestée d'une trentaine de tisserands en janvier ; sa filature, sa fabrique de tresse, ainsi que les autres usines patronales ne travaillent guère que 4 jours par semaine. La coopérative de production, l' « Union Sandalière », travaille 5 jours. Les salaires n'ont pas baissé, mais le travailleur aux pièces est limité dans sa production : un ouvrier qui peut « capser » 20 douzaines de semelles par jour, n'est autorisé maintenant à en faire que 12.

Gros et à la Fédération nationale des coopératives de France.

En 1913, un terrain fut acheté pour la somme de 7.300 fr. : une Maison du Peuple devait s'y élever.

En 1914, on commençait le deuxième étage de la maison, quand la guerre éclata : les poutres, que transportait un bateau autrichien, furent saisies à Port-Vendres. Ce qui avait été construit avant la guerre avait coûté 12.000 fr. ; le dernier étage, construit après la guerre, est revenu à 97.000 fr. (avec l'aménagement intérieur s'entend).

En 1915 et 1916, les camarades restés à St-Laurent ouvrirent les magasins d'épicerie et de charcuterie (salaisons).

En 1917, il fut décidé que tout client pourrait devenir sociétaire.

En 1920, les rayons mercerie, bonneterie furent inaugurés.

Aujourd'hui, la coopérative fait aussi la lingerie, les tissus et la chaussure.

En 1920, une maison de 70.000 fr. fut achetée ; tous les services de la coopérative de consommation y sont installés : épicerie, boulangerie, mercerie, café, etc...

En prévision d'agrandissements, un jardin attenant a été acheté au prix de 75.000 fr.

Actuellement, 350 coopérateurs, représentant 260 familles, sont groupés dans la coopérative des Travailleurs syndiqués de St-Laurent-de-Cerdans. Depuis 1930, les parts — de 100 fr. — donnent droit à un intérêt de 5 %. **Il n'y a pas de ristournes :** le trop-perçu demeure acquis à l'organisation, assure son développement et finance des œuvres sociales : secours aux malades, aux nécessiteux, etc...

La progression du chiffre d'affaires donnera une idée de la bonne marche de l'organisation :

1908 : 1.989 fr.
1909 : 8.294 fr.
1910 : 13.477 fr.
1911 : 48.544 fr.
1912 : 70.370 fr.
1913 : 85.101 fr.
1914 : jusqu'en juillet : 50.419 fr.
après juillet : 27.342 fr.
1915 : 112.518 fr.
1916 : 149.460 fr.
1917 : 208.600 fr.
1918 : 245.666 fr.
1919 : 381.608 fr.
1920 : 720.609 fr.
1921 : 806.470 fr.
1922 : 871.508 fr.
1923 : 911.224 fr.
1924 : 1.008.539 fr.
1925 : 1.097.307 fr.
1926 : 1.491.085 fr. (chute du franc, proximité de l'Espagne).
1927 : 1.488.761 fr.
1928 : 1.520.653 fr.
1929 : 1.689.663 fr. (maximum).
1930 : 1.617.639 fr.

Le fléchissement de 1930 est dû à la baisse des prix et à la crise qui commençait à faire sentir ses effets.

En 1930, 230.000 francs passaient aux réserves, 63.000 francs étaient versés pour distribution de secours, 3.387 francs alimentaient la propagande.

... puis une coopérative de production

Dès le début, les promoteurs du mouvement coopératif de consommation avaient songé à une coopérative de production. C'est en 1923 qu'ils ont pu mettre leur projet à exécution. L'usine est installée dans la maison commencée avant-guerre. Elle groupait, en février 1931, 156 ouvriers et ouvrières.

Le nombre des coopérateurs est aujourd'hui de 312. Les parts, de 1.000 fr., donnent droit à un intérêt de 5 %.

Les travailleurs de l' « Union Sandalière » font la semaine anglaise et bénéficient de 8 jours de congé annuel payé. Ils sont payés 2 fr. de plus par jour que le tarif syndical. Des réserves sont mises de côté en vue de la constitution d'une caisse de retraite, sans versement ouvrier.

La série des chiffres de vente fait ressortir un développement très satisfaisant de la coopérative (chiffres arrondis) :

1924 : 94.000 fr.
1925 : 522.000 fr.
1926 : 964.000 fr.
1927 : 1.478.000 fr.
1928 : 1.826.000 fr.
1929 : 2.609.000 fr.
1930 : 2.681.081 fr.

Son bilan, fin 1930, accusait 527.000 fr. de réserves pour un capital de 569.000 francs. Pour cette année 1930 elle avait réalisé un bénéfice brut de 613.045 fr., sur lequel, après prélèvement des frais généraux, elle avait porté 50.000 fr. aux amortissements, et 150.000 fr. aux réserves. Les fonds avec lesquels elle marche et qui représentaient à la même date près de 2 millions, ont été intégralement fournis par les coopérateurs et les syndiqués, à l'exception d'une modeste somme de 74.000 fr. avancée par la banque coopérative.

La lutte syndicale

450 travailleurs sont groupés dans le Syndicat des Espadrilleurs affilié à la Fédération des Cuirs et Peaux C.G.T. En complet accord avec le mouvement coopératif, le syndicat a gagné en 1921 une grève de plusieurs semaines. Les assurances sociales sont, à Saint-Laurent, à la charge du patronat. Les salaires n'étaient pas à la vérité très forts : avant la crise le prix de la journée était de 20 fr. et les travailleurs aux pièces pouvaient gagner de 25 à 35 fr. (cela dépendait bien entendu du travail). Sans la crise, il est à peu près probable que le Syndicat aurait imposé les 8 jours de congé payé dont jouissent déjà les ouvriers de la copérative de production.

La lutte politique

Les 700 électeurs de la commune sont partagés en 2 blocs d'importance à peu près égale : d'une part les patrons, ultra-réactionnaires comme il se doit, trop d'ouvriers égarés et une belle collection de mouchards fainéants et aboyeurs : 300 ou 310 voix ; d'autre part tous les amis du mouvement ouvrier votent pour les socialistes : 360 voix environ. Les commu-

nistes, qui avaient été sur le point de s'emparer de la direction des coopératives au moment de la scission, ont recueilli une trentaine de voix aux dernières élections législatives.

La vengeance patronale s'exerce au lendemain des élections : ouvriers renvoyés pour des motifs futiles ; avant les élections, c'est la pression la plus honteuse qui se puisse imaginer : visites à domicile, menaces, promesses, tout est mis en œuvre, jusqu'à des affiches au moment de la paye.

La section socialiste compte plus de 60 membres ; un groupe de Jeunesses Socialistes : une quarantaine d'adhérents.

***

En résumé, l'action de quelques militants de valeur soutenue par l'action non moins utile de deux ou trois centaines de militants obscurs a fait de St-Laurent un village presque modèle ; ce n'est pas faire preuve de présomption que de le proposer en exemple aux autres villages :

Il y a 30 ans, classe ouvrière asservie, sans argent, s'abrutissant dans les bistros (14 dans la commune).

Aujourd'hui, classe ouvrière en partie libérée (elle ne peut l'être totalement qu'en régime collectiviste international), riche collectivement, lisant de nombreux journaux, s'intéressant aux conférences, possédant cinéma, salle de spectacle, T.S.F., pick-up ; ne fréquentant qu'un café (elle laisse les 3 autres aux bourgeois, et aux malheureux ouvriers qui les suivent).

Si la classe ouvrière avait fait partout le même effort, la Révolution serait déjà faite. L. S.

Chez les bourgeois

FOLIE !

CATASTROPHE !

La récolte du blé en France s'annonce comme excellente ! On risque donc d'être amené à exporter du blé; le prix du blé en France tend, en conséquence, à baisser jusqu'au niveau du prix mondial.

VICTOIRE !

Les charançons ont détruit la moitié de la récolte américaine du coton !

Le prix du coton a doublé, et toute la Bourse monte avec lui.

CHIAPPE FAUSSAIRE !

Le député espagnol, Ortega y Gasset, interpellant à propos des événements de Séville sur les scandaleuses faveurs réservées par le gouvernement français aux monarchistes espagnols a déclaré ceci (journal *El Sol* du 19 août):

Le gouvernement français n'est pas complètement loyal et il existe un préfet de police à Paris dont la conduite est tout à fait suspecte.

Il faut le dire ici ouvertement, M. Martinez Anido a quatre passeports que M. Chiappe lui a délivrés.

Ainsi le préfet de police Chiappe, chargé du service des passeports, fabrique de faux passeports pour ses amis !

En langage juridique cela s'appelle le crime de « forfaiture ». Le gouvernement français n'a tout de même ni fait arrêter, ni même révoqué le préfet faussaire, il s'est contenté..., de donner le Grand Cordon à Zamora.

Les évènements de Belgique
et les chefs socialistes

Un journal socialiste belge, la «Wallonie», ayant contesté que les chefs socialistes aient appuyé de leur vote le gouvernement lors du soulèvement du Borinage, la R.P. publia dans son dernier numéro, le texte de l'ordre du jour voté par l'unanimité des députés socialistes, catholiques et libéraux, ordre du jour « faisant appel au concours de tous pour soutenir les efforts du gouvernement... ».

Sur ce, le **Peuple**, de Bruxelles, l'organe officiel du Parti Ouvrier belge, revient à la charge. Dans son numéro du 30 août, il ne conteste pas le vote émis par ses députés, mais, pour le justifier, il publie le discours prononcé à la Chambre par Vandervelde pour expliquer ce vote.

C'est un monument ! — Si le « Peuple » avait voulu accabler son leader, s'il avait voulu cent fois justifier nos critiques, il n'aurait pu mieux le faire qu'en reproduisant cet invraisemblable discours !

Ce discours dont on trouvera le texte plus loin in-extenso, se résume en deux choses : d'une part, désaveu de la classe ouvrière, — d'autre part, confiance, confiance complète et totale, confiance aveugle .... dans la parole du gouvernement !

Le désaveu

« **Il y a lieu de réprouver des actes de violence et de désordre dont la grève a été l'occasion et — je souligne ceci — dont la classe ouvrière belge ne peut être rendue responsable.** » Voila par quoi débute M. Vandervelde !

Ainsi, cette admirable explosion de colère et de violence qui a soulevé le prolétariat belge devant la nouvelle attaque qu'on lançait contre ses salaires, cette révolte devant la faim qui a jeté dans la rue contre les châteaux de leurs affameurs, des mères « demandant du pain pour leurs enfants », ce n'est pas, d'après M. Vandervelde, le fait de « la classe ouvrière belge » ! La propriété bourgeoise doit être sacrée ; ce n'est qu'à la condition de ne pas y toucher que les travailleurs belges ont le droit de défendre leur pain !

Comme si c'était possible ! S'il était de bonne foi, M. Vandervelde ne pourrait faire autrement que de reconnaître que ce sont précisément ces actes qu'il réprouve, et eux seuls, qui ont fait reculer le patronat. Si le château du directeur de la Providence n'avait pas flambé, si le « désordre » n'avait pas été à son comble, la réduction des salaires annoncée n'aurait pas été abandonnée en quelques heures, et le gouvernement n'aurait même pas eu besoin de se livrer à ses pseudo-promesses ,qui ont tant réjoui le cœur de M. Vandervelde.

« Des déclarations que nous estimons satisfaisantes »

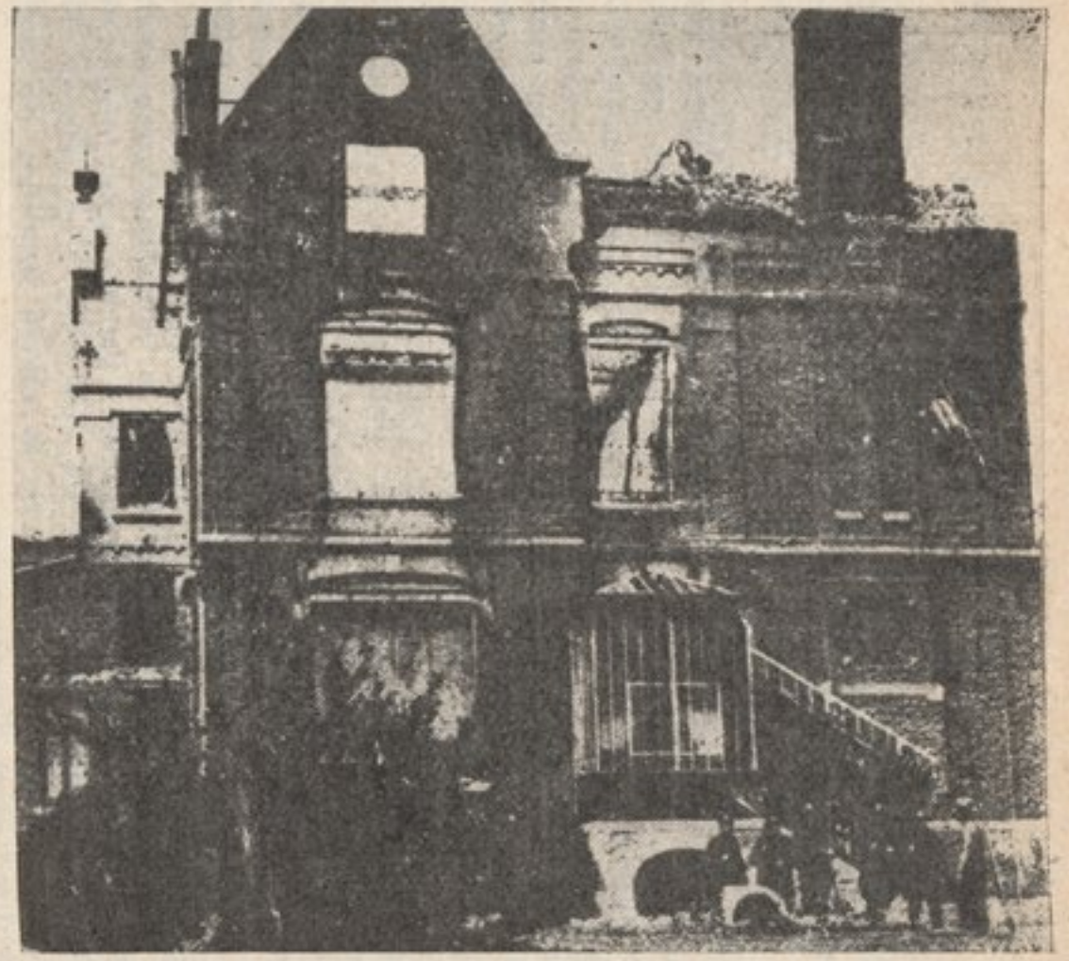
Que valaient ces promesses ? Ces promesses qu'aujourd'hui encore le « Peuple » ose rappeler pour justifier le vote de ses députés.

Le gouvernement promit .....la nomination d'une commission, d'une commission qui examinerait le

CE QUE VANDERVELDE RÉPROUVE

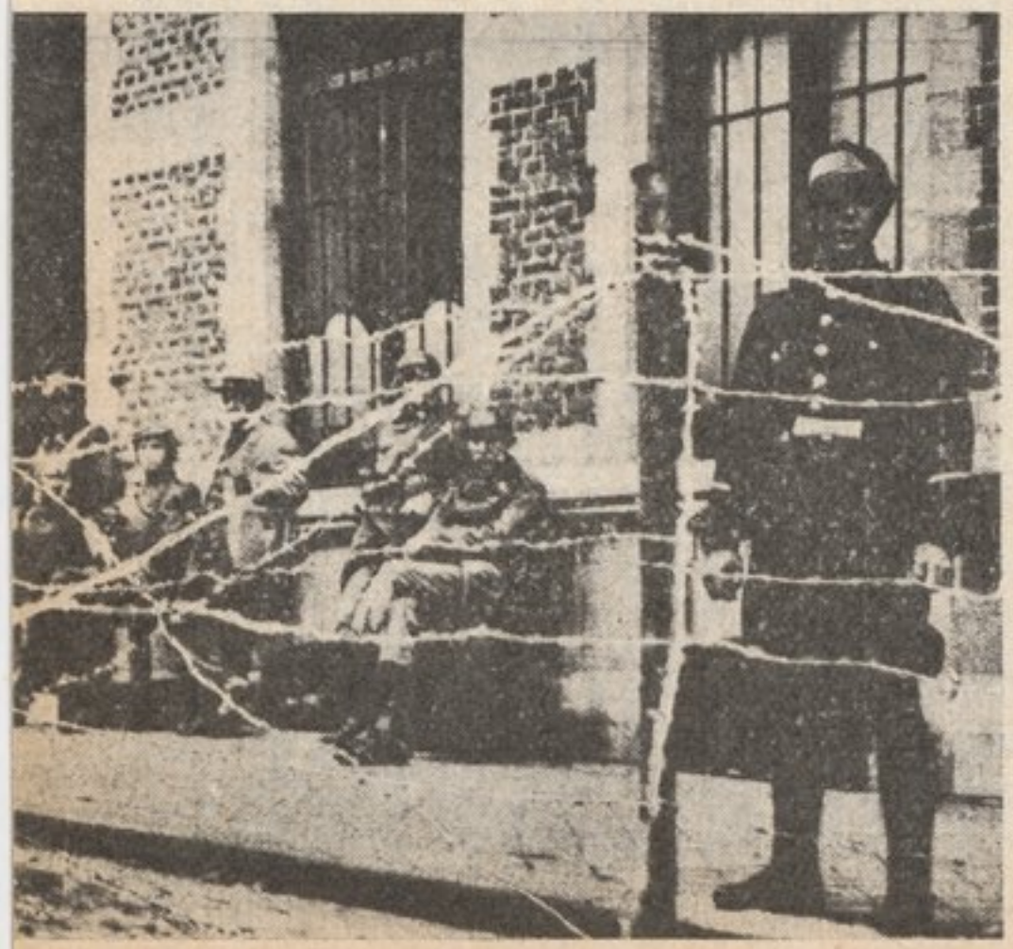
A Cuesmes

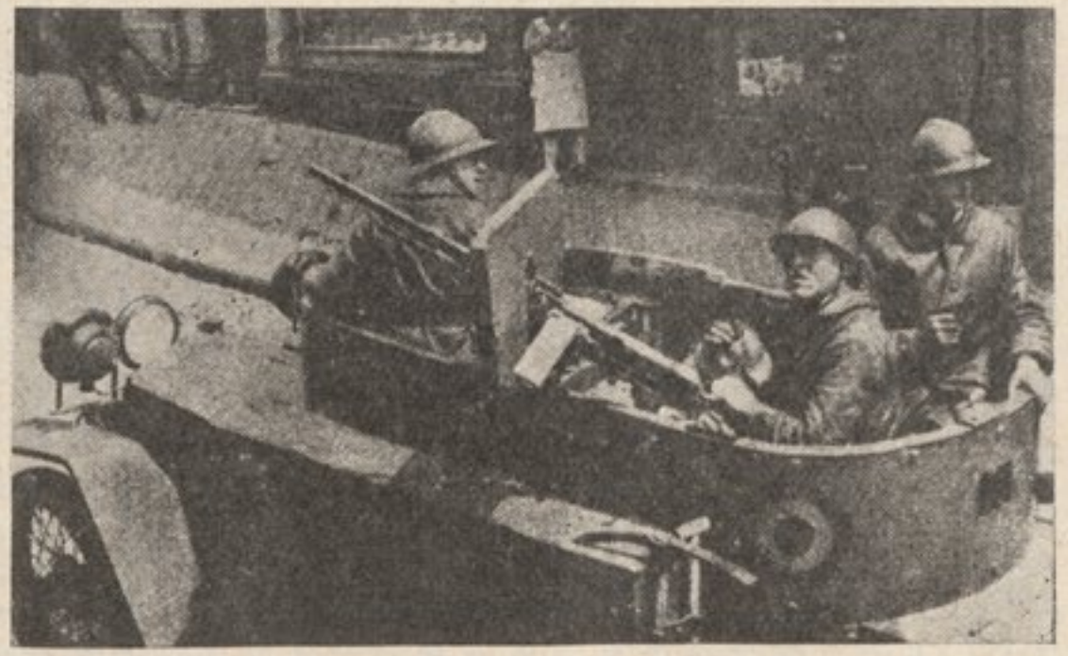
Sur la route de Charleroi



Le château du directeur de la « Providente »

CE QUE VANDERVELDE APPROUVE





problème de la répartition du travail entre chômeurs et non-chômeurs, et peut-être aussi la semaine de 40 heures. Or qu'a fait cette commission depuis six semaines, cette commission dont Vandervelde « soulignait l'importance » et dont il était convaincu « qu'elle aurait sur la classe ouvrière du pays un profond effet d'apaisement » ? Elle a tout juste envoyé un questionnaire à quelques organisations patronales. Et c'est tout.

Vandervelde considérait comme non moins satisfaisante la déclaration du gouvernement concernant la stabilisation des salaires, l'arrêt de leur diminution. Or, depuis lors, les gaziers (travailleurs d'un service public), les carriers du porphyre, les travailleurs du bois de Bruxelles, certaines catégories d'employés, pour ne citer que quelques exemples, ont été avisés que leurs salaires allaient être réduits.

Le gouvernement a déclaré, disait aussi Vandervelde, que « l'indemnité de chômage doit être sacrée et intangible ». Or, tout en disant cela, Vandervelde savait que l'arrêt royal qui réduisait en fait cette indemnité, **n'avait pas été abrogé**, mais que son application était seulement retardée de quelques semaines. Ces jours-ci,le gouvernement a créé une classification spéciale des communes qui a pour résultat de diminuer encore les secours de chômage.

Pour finir, le « patron », comme on appelle Vandervelde au sein du Parti Ouvrier Belge, a marmotté devant « les efforts du gouvernement en vue de rétablir la concorde et la paix publique » : **Ainsi soit-il** !; les ouvriers belges s'en souviendront. Au moment où les gendarmes envahissaient les corons miniers, foulaient aux pieds de leurs chevaux les derniers vestiges de la liberté de parole et du droit de réunion, au moment où trois ouvriers tombaient sous les balles, à ce moment, M. Vandervelde, « patron » du Parti Ouvrier Belge, et ses pareils, ont dit : Amen !

UN PASSANT.

*
* *

Voici le texte du discours de Vandervelde:

En ce qui concerne le premier ordre du jour qui implique la confiance au gouvernement, l'opposition, cela va sans dire, ne peut le voter. Elle admet parfaitement cependant qu'il y a lieu de réprouver des actes de violence et de désordre dont la grève a été l'occasion et — je souligne ceci — dont la classe ouvrière belge ne peut être rendue responsable.

Pour ce qui concerne le second ordre du jour, au contraire, nous le voterons et j'ajoute que nous le voterons avec le sentiment profond qu'il répond au désir et aux aspirations de l'immense majorité de l'opinion publique.

Que dit cet ordre du jour ?

La Chambre estime qu'il est résulté du débat que le conflit peut être estimé résolu dans un sentiment de justice et de compréhension réciproque.

Qui pourrait en douter, après avoir entendu les discours qui ont été prononcés hier, et par l'honorable M. Devèze, et par l'honorable M. Bodart, sans parler bien entendu d'autres discours qui ne les contredisaient en rien ?

Prenant acte des déclarations du gouvernement sur les trois points touchés par l'interpellation...

Ici, Messieurs, un commentaire est nécessaire.

Quels étaient les trois points touchés par l'interpellation?

C'étaient : 1. D'abord, le retrait du projet d'impôts sur le pain.

Quelles étaient les déclarations du gouvernement à ce sujet ? Messieurs, je n'ai pas besoin de les rappeler. L'honorable premier ministre a constaté que le Sénat, pour des raisons d'opportunité sociale, avait décidé de ne pas aborder l'examen du projet. Dans ces conditions nous pouvons passer condamnation.

2. Répartition équitable et solidaire du travail entre tous les salariés, par la semaine de quarante heures ou par tout autre moyen, et avec la collaboration des organisations syndicales.

Qu'on me laisse dire, Messieurs, que nous venons d'entendre avec une profonde satisfaction les déclarations que vient de faire, ou plutôt que vient de confirmer l'honorable premier ministre.

Hier, tout le monde a rendu hommage à la classe ouvrière qui dans un esprit de solidarité, demande un roulement qui permette à tous, en cette cruelle période de chômage, de connaître au moins dans l'année quelques mois où, au lieu de n'avoir droit qu'au pain, ils aient droit au travail.

Le gouvernement, dès demain, va constituer une commission pour l'examen du problème. Encore une fois, c'est là une déclaration dont je veux souligner l'importance. Je suis convaincu qu'elle aura sur la classe ouvrière du pays un profond effet d'apaisement.

Troisième point : arrêt complet et absolu de toute diminution de salaires, dont la capacité d'achat est trop réduite, ainsi que les indemnités de chômage déjà insuffisantes, et assistance efficace aux non-assurés. Est-il besoin ici de commentaires ? Le gouvernement a déclaré — c'est l'évidence même — qu'il ne dépendait pas exclusivement de lui de régler la question des salaires, mais il dépendait de lui — et je suis convaincu qu'il y est fermement résolu — de ne plus procéder à des diminutions en ce qui concerne les salaires des travailleurs des services publics.

D'autre part, qui contestera qu'intervenant en conciliateur dans les conflits en cours, et s'inspirant de ce qui a été dit hier dans cette Chambre, il aura sur les parties en présence une autorité morale considérable, car il ne parlera pas seulement en son nom, mais au nom de ceux qui, exprimant, j'en suis convaincu, le sentiment de l'unanimité de la Chambre, disaient : l'indemnité de chômage doit être sacrée et intangible ; quant aux salaires que l'on voit diminuer, palier par palier, depuis de longs mois, il faut que cette descente s'arrête, qu'elle s'arrête au moment où le minimum vital des travailleurs est déjà, sinon touché, tout au moins menacé.

Voilà donc quels étaient les trois points sur lesquels le gouvernement interpellé a fait des déclarations que nous estimons satisfaisantes.

Dans ces conditions, il est tout naturel que, nous associant aux deux autres groupes de la Chambre, nous votions l'ordre du jour, dont j'achève la lecture par cette dernière phrase : *fait appel* — et c'est la Chambre tout entière qui fait appel — *au concours de tous pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de rétablir la concorde et la paix publique*. Ainsi soit-il !

Pour les soldats du prolétariat

On sait qu'un certain nombre de soldats belges ont refusé de marcher contre les grévistes, et que plusieurs d'entre eux ont été de ce fait, condamnés à la prison. La Fédération des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique a ouvert une souscription pour venir en aide à ces « soldats du prolétariat ». Bravo !

Que tous ceux qui le peuvent affirment leur solidarité en envoyant leur obole !

Adresser les fonds à F. Godefroid. Farciennes. Belgique.

Parmi nos Lettres

La grève d'Ivanovo. D'une lettre de Russie, du 30 juillet :

Voici la dernière nouvelle de notre « irréprochable » pays : récemment s'est produit à Ivanovo-Voznesensk (le Manchester russe) une grève de trois jours ; c'était la troisième de cet été. Au cours d'une bagarre, le chef local du Guépéou fut tué ; on fit venir alors le régiment spécial pour répressions, régiment qui porte le nom de Staline (quelle dérision aux principes du Bolchevisme !), mais ce régiment refusa de disperser les manifestants. Alors vint tout spécialement de Moscou Kaganovitch qui, grâce à quelques promesses, parvint à faire cesser la grève.

Dans toute la presse et dans le parti le silence le plus complet fut observé à l'égard de ces évènements : crainte que l'exemple ne soit suivi !

Vive le régiment Staline !

La liberté de conscience des prisonniers politiques en Belgique D'une lettre d'un de nos camarades belges arrêté lors des derniers mouvements :

Nous fûmes soumis à un régime soi-disant politique, qui ne se distinguait guère de la réclusion la plus hermétique. En outre, le directeur imposa dans nos cellules, la présence du crucifix, du chapelet, de l'image de Notre-Dame du Perpétuel Secours, et de livres pieux, le tout qualifié de « mobilier administratif » !

L'opinion de Thomas sur le Congrès de Clermont Le camarade Thomas qui est passé avec la majorité du syndicat unitaire de l'Indre, au syndicat national confédéré des instituteurs, nous envoie son opinion sur le Congrès de Clermont, premier congrès du syndicat national auquel il participait :

Mes impressions personnelles sont excellentes. Je croyais assister à un bon congrès de la Fédération de l'Enseignement.

J'ai été surpris en constatant qu'il n'y avait presque pas de différence entre la mentalité de la plupart des militants du syndicat national et celle des militants de la Fédération.

Je suis convaincu que le syndicat national est la véritable force de l'enseignement et que si les dirigeants de la Fédération unitaire ne réalisent pas avec lui l'unité corporative, ils seront liquidés en quelques années.

Le syndicat national m'est apparu comme une force jeune, marchant à grands pas dans la voie du syndicalisme révolutionnaire. Quelques militants de province ont encore des illusions sur la légalité, mais leurs lamentations sur le mauvais esprit qui gagne le syndicat se perdaient dans le désert.

Sur le départ de l'I.L.P. du Labour Party A propos du « fait de la quinzaine » paru sur ce sujet dans notre dernier numéro, un camarade hollandais nous écrit :

Si l'on se plaçait uniquement au point de vue théorique, Louzon aurait parfaitement raison. Seulement, entre la théorie et la pratique, il y a souvent un abîme profond. Il ne faut pas, en effet, oublier qu'un parti se compose d'hommes, et non de mannequins. La patience humaine a des limites, et surtout chez ceux qui participent d'une façon active et quotidiennement à la lutte de classes.

Aucun des nouveaux partis qui se sont créés depuis que le réformisme tout puissant tente d'empêcher une nouvelle orientation révolutionnaire n'a, d'un cœur léger, abandonné l'organisation mère. Ils ne l'ont fait qu'après avoir été odieusement brimés, sabotés et calomniés. Si donc, un jour, les militants révolutionnaires, las des brimades qu'ils endurèrent, se sont trouvés obligés de se décider à créer une organisation qui réponde mieux à leurs aspirations, il ne faut pas leur en vouloir, surtout quand ceux-ci ont fait suffisamment preuve de patience et de tolérance. Louzon reconnait d'ailleurs lui-même que l'I.L.P. n'a quitté le Labour Party qu'après une longue attente.

Plus loin, Louzon dit encore: « Il n'y a pas de socialisme en dehors de la classe ouvrière ». C'est exact ! Toutefois, là encore, il ne faut pas être trop schématique. Pour le moment il ne s'agit pas du socialisme intégral mais il s'agit, par une orientation nouvelle, de préparer la masse laborieuse pour la prise du pouvoir. Or, bien que le Labour Party englobe la plus grande partie du prolétariat anglais, une propagande carrément révolutionnaire n'y est pas possible. Pour cela il faut, malheureusement, des forces extérieures, pouvant agir librement et en dehors de toute contrainte. Si l'I.L.P., par une politique juste, gagne en influence, tout en restant un parti à part, rien ne l'empêchera de devenir, par la suite, « l'organisation de classe », et il pourra, au moment décisif, entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les observations de notre camarade semblent provenir d'une complète méconnaissance de ce qu'est le Labour Party. Malgré son nom de « parti », celui-ci n'a rien de commun avec ce qui est désigné sous ce nom en Europe continentale. On y jouit de la plus grande liberté, d'autant et plus de liberté que dans les syndicats les plus libres. Rappelons que l'I.L.P. par exemple, avait, au sein du Labour Party, sa propre organisation, sa propre presse, ses propres députés. Et jamais la moindre menace d'exclusion ou le moindre blâme ne lui fut adressé ni pour son activité, ni pour quoi qu'aient dit, écrit ou fait ses membres. Prétendre donc qu'on ne peut pas faire de « propagande carrément révolutionnaire » au sein du Labour Party est tout à fait inexact. Le seul point de « discipline » qu'exigeait le Labour était celui-ci : dans les élections ne pouvaient être candidats officiels du Labour ceux qui ne s'engageaient pas à conformer leurs votes à la Chambre aux décisions de la fraction parlementaire du Labour. Mais cela n'empêchait pas l'I.L.P. d'avoir ses propres candidats (même contre les candidats officiels du Labour) et ses propres députés, et ceux-ci de voter comme ils l'entendaient, tout en restant membres du Labour.

Aucune similitude donc entre le Labour-Party anglais et les parti social-démocrates, à stricte discipline. Aucune similitude donc entre le départ des révolutionnaires de ces derniers, en Hollande et en Allemagne, et le départ de l'I.L.P. ; autant les premiers étaient justifiés, autant ce dernier ne l'est pas.

R. L.

Le pacifisme au-dessus des classes ? A propos du fait de la quinzaine paru sous ce titre dans le dernier numéro de la R. P., le camarade Lemedioni, d'Alger, nous écrit :

Je suis à la fois surpris et déçu de l'article que vous avez publié, à propos du Congrès Mondial, convoqué par Henri Barbusse et Romain Rolland.

Et, tout d'abord, pourquoi Romain Rolland et Barbusse ont-ils convoqué ce Congrès Mondial ?

La guerre que l'Impérialisme japonais a déclanché en Extrême-Orient est le prélude d'une intervention armée

contre l'U.R.S.S. et d'une guerre mondiale. L'U.R.S.S. menacée, il fallait la défendre, prévenir l'agression japonaise, toujours possible, alerter l'opinion publique.

Il fallait d'abord s'adresser à la classe ouvrière, mais aussi, à tous ceux qui, pacifistes, entendent se dresser contre la soif d'expansion de l'impérialisme japonais. Qu'importe, que ces pacifistes ne soient pas des amis de l'U.R.S.S., des partisans de l'organisation socialiste. Dès l'instant qu'ils luttent contre l'impérialisme, nous devons réaliser avec eux le front unique. N'êtes-vous pas vous-même, partisan d'une action concertée avec une partie de la bourgeoisie, lorsqu'il s'agit de la défense des pays coloniaux contre l'impérialisme ? Marx n'a-t-il pas dit, quelque part, que lorsqu'une partie de la bourgeoisie agit révolutionnairement, il fallait s'unir provisoirement avec elle.

D'ailleurs, les dirigeants du Congrès Mondial ne se sont pas adressés aux « partis » politiques de la bourgeoisie, mais aux « hommes » de tous les partis.

Vous déclarez que la paix, c'est le maintien de l'état de choses existant, la conservation de situations acquises, le maintien des dominations existantes. Ça ce n'est pas la paix, et ce n'est pas la conception que s'en font les Ligues pacifistes, tout au moins celles qui ne se font pas illusion sur le pacifisme gouvernemental, qui s'épanouit dans les Conférences du Désarmement ou à la Société des Nations.

Notre Ligue Internationale des Combattants de la Paix, *par exemple, qui groupe non seulement des ouvriers, mais aussi des bourgeois pacifistes, mène une agitation pour la révision des traités, qui sont nés de la victoire des Alliés.*

Nous estimons que, sans la révision de ces traités, avec le maintien du statu quo, *c'est la guerre à brève échéance. Et, pour nous, la guerre c'est l'extermination de millions d'ouvriers, pour une cause qui n'est pas la nôtre.*

Lorsqu'Henri Barbusse et Romain Rolland ont pris l'initiative d'un Congrès Mondial, j'ai donné en principe mon adhésion, parce que je considère que la lutte contre la guerre, c'est la lutte contre les gouvernements impérialistes qui y travaillent, et que je voyais la possibilité de réaliser l'unité de la classe ouvrière, dans une action commune.

Je crains, malheureusement, — les articles de l'Humanité *me le laissent supposer — que ce Congrès ne serve pas les buts qu'il s'est assigné.*

Je crains que ce soit pour les communistes, qui formeront la quasi unanimité du Congrès, l'occasion de dénoncer comme traîtres, tous ceux qui ne veulent pas s'embrigader dans leur Parti.

J'ai peur que ce Congrès voit se renouveler les manœuvres de front unique, qui ont été si préjudiciables à la réalisation de l'Unité. La présence au secrétariat, de Gibarti ne me dit rien qui vaille.

Qu'importe ! l'expérience vaut la peine d'être tentée.

La lettre de Lemedioni soulève un certain nombre de questions ; je me bornerai à répondre à celle que j'avais soulevée moi-même. Pour cela je ne saurais mieux faire que de reproduire la conclusion de la résolution présentée par la Ligue des Droits de l'Homme au Congrès d'Amsterdam et que voici :

« Guerre à la guerre, à toute guerre, à la civile comme à l'extérieure, à la capitaliste comme à la révolutionnaire ! »

Telle est en effet la vraie position, la seule position logique du pacifisme pur, du pacifisme qui se met au-dessus des classes : guerre à toute guerre quelle qu'elle soit et quels que soient ses motifs, que ce soit la guerre civile ou la guerre étrangère, qu'elle ait pour but de « renverser les tyrans » ou d'établir une nouvelle tyrannie.

Eh bien ! qu'on le veuille ou non, cette paix, cette paix intégrale c'est le maintien du **statu quo,** c'est la perpétuation de toutes les dominations, des dominations impérialistes comme des dominations de classes. Car c'est une enfantillage de croire qu'il suffit d' « agitation » ou de moyens pacifiques pour obtenir des dominateurs qu'ils abandonnent leur domination. Pas plus les dominations impérialistes que les dominations de classes ne peuvent être renversées autrement que par la force. Qui peut sérieusement croire par exemple qu'il suffira d'agitation et de moyens pacifiques pour que l'Angleterre et la France abandonnent leur domination sur leurs colonies ?

L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec le vague pacifisme dans lequel on cherche à le noyer. L'internationaliste dit : **les prolétaires n'ont pas de patrie,** — c'est-à-dire que, dans tout conflit, ils ne doivent se préoccuper que de leurs intérêts de classe, de leurs intérêts à eux, non de ceux de tel ou tel groupe de la classe ennemie, non de ceux de la bourgeoisie du pays dans lequel ils vivent. En présence de tout conflit, armé ou non ,entre les bourgeoisies des différents pays, le prolétariat n'a pas à prendre parti pour la bourgeoisie de son pays, mais il ne doit pas davantage se contenter de vitupérer contre les adversaires, il lui faut examiner si, dans ce conflit, il n'est pas de son intérêt, il n'est pas de l'intérêt de l'ensemble du prolétariat que ce soit l'un ou l'autre qui soit vainqueur, dans ce cas, il lui faut se porter tout entier, à quelque « patrie » qu'il appartienne, du côté où se trouve son intérêt de classe. Si, au contraire, dans ce conflit, l'intérêt du prolétariat n'est ni d'un côté ni de l'autre, il lui faut arrêter la guerre, mais cela ne peut se réaliser que par le renversement de la domination des groupements en lutte, c'est à dire par la guerre civile, donc : par la guerre.

Pour prendre le cas de la dernière bataille : dans le combat où la compagnie Mac-Mahon a subi un Sedan digne du grand-père, le pacifiste blâmera les combattants **des deux côtés**, car des deux côtés on a fait la guerre. Tout au plus, si le pacifiste est de « gauche », il ajoutera l'hypocrisie que la tribu maure n'avait peut-être pas tous les torts, mais que son seul droit était alors de recourir à une quelconque S.D.N. ou à tout autre moyen aussi « pacifique » ! L'internationaliste anti-impérialiste, au contraire, lui, n'est point neutre, il ne se tiendra pas en dehors de la mêlée, il est carrément d'un côté, avec les uns contre les autres : avec les maures faisant la guerre, contre les français.

Ne bourrons point les crânes ! La paix ne pourra être qu'un résultat, la suite et la conséquence de la destruction du capitalisme, et non son prélude.

La question de la guerre est donc inséparable de la question sociale. Comme celle-ci, elle ne peut se résoudre que par la lutte de classes. Au lieu d'un Congrès « de tous les partis » et de « toutes les classes », au lieu d'une « Ligue des Combattants de la Paix » s'adressant aussi bien aux bourgeois qu'aux prolétaires, ce qu'il faut, c'est un Congrès **ouvrier**, un Congrès de toutes les organisations ouvrières, et uniquement ouvrières, qui, prenant seulement en considération les intérêts de la classe du prolétariat, décide d'une attitude unique et commune de toute la classe ouvrière à l'égard de chacune des guerres à venir.

R. L.

NOTES ECONOMIQUES

Économie soviétique

UN NOUVEAU ET IMPORTANT TOURNANT

Nous avions signalé (« R. P. » du 10 juin 32) le symptôme grave que constituait pour la poursuite du plan quinquennal sur les bases jusque là adoptées, le fait que la production de la fonte et de l'acier avait été moindre en 1931 qu'en 1930 (10 % de moins pour l'acier). Or cette diminution s'est encore aggravée. Depuis avril dernier, la production de l'acier serait en régression de 30 % sur ce qu'elle était pendant la période correspondante de l'année dernière. Bien plus, le charbon dont la production avait, elle, continuellement augmenté jusqu'à fin 31, est, lui aussi, maintenant en pleine régression : Bajanoff, président de la section du charbon, a déclaré (« za Industrialigaciju » du 30 juillet) que dans le Donetz, qui reste le bassin houiller fondamental de l'U.R.S.S., l'extraction n'était plus que de 106.000 tonnes par jour, au lieu de 140.000 tonnes en février ; dans les bassins secondaires tels que l'Oural et le bassin de Moscou, la baisse de la production est encore plus élevée (6.000 tonnes par jour au lieu de 12.000 dans l'Oural, et 6.000 tonnes au lieu de 9.000 à Moscou).

Le fer et le charbon sont les deux matières premières essentielles de toute industrie ; avec une production de fer et de charbon déclinante, plus de progression possible de l'industrialisation.

La cause de ce recul est facile à trouver ; elle a été indiquée ici à plusieurs reprises, avant même d'avoir eu encore ses effets. Cette cause réside dans l'état de sous-alimentation extrême auquel a été réduit, depuis le commencement de l'industrialisation, le travailleur russe. Depuis trois ans l' « approvisionnement » a été sans cesse en déclinant. L'organisme humain auquel on ne donnait plus sa « suffisance » a réagi en ralentissant son fonctionnement. L'enthousiasme est une belle chose, mais il ne remplace pas le bifteck. D'autant que l'enthousiasme lui-même, qu'on put alimenter avec des courbes, des graphiques et des allocutions patriotiques, tant que courbes et graphiques montraient des productions sans cesse croissantes, risque fort de disparaître maintenant que les courbes descendent. Si l'U.R.S.S. veut continuer à produire, il lui faut maintenant obligatoirement fournir aux producteurs le bifteck.

C'est cette nécessité où la bureaucratie stalinienne s'est trouvée d'accroître l'approvisionnement, qui l'a amenée à prendre les deux récents décrets qui marquent une nouvelle transformation, importante, de l'économie soviétique.

Par l'un les kolkhozes sont autorisés à vendre sur le marché libre, à des prix entièrement libres, toute la part de leur récolte qui excède les livraisons qu'ils doivent faire à l'Etat ; par l'autre, artisans et coopératives sont autorisés à s'approvisionner sur ce marché libre.

Cette liberté n'est pas pour nous effrayer ; elle peut être toute différente de celle qui a prévalu avant le tournant de 29, à l'époque de l' « enrichissez-vous ! », si elle s'accompagne d'une lutte énergique contre toute renaissance du capitalisme, et particulièrement du capitalisme paysan. La liberté du commerce entre kolkhozes et coopératives, à condition qu'elle soit limitée rigoureusement aux kolkhozes et aux coopératives, c'est-à-dire aux organismes du sein desquels l'exploitation capitaliste est bannie, au sein desquels il n'y a point des patrons et des salariés, mais exclusivement des travailleurs gérant collectivement et disposant collectivement des produits de leur travail commun, une telle liberté, loin d'être contraire au socialisme, est au contraire un pas dans sa direction.

Nous avons souvent insisté sur ce point que, contrairement à ce que proclament ceux qui y ont intérêt — les candidats aux postes de bureaucratie et de direction — le socialisme ne consiste point dans l'organisation d'une économie unique, souverainement dirigée par une autorité unique, mais dans la suppression de la plus-value, dans la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'exploitation des travailleurs par les détenteurs des moyens de production.

Or l'absence de cette exploitation peut parfaitement coexister avec l'échange direct des produits entre les diverses communautés travailleuses. La seule condition est que certaines d'entre elles ne puissent profiter des avantages naturels dont les autres sont privées (sol plus fertile par exemple) ; compenser l'inégalité des conditions de production, par l'impôt par exemple, est la tâche essentielle de l'organe régulateur commun, Comme dit Marx, « des sociétés coopératives réglant la production nationale sur un plan commun en les plaçant sous leur propre contrôle, ... n'est-ce pas là le communisme ? ».

La réintroduction de la liberté de commercer entre les kolkhozes, coopératives de production, et les coopératives de consommation, non seulement n'est point un mal, mais est un bienfait. Car non seulement cette liberté du commerce est susceptible de donner à la production soviétique la souplesse qui lui manque, mais elle est le premier coin sérieux enfoncé dans l'édifice bureaucratique du stalinisme. En acquérant la liberté de disposer du produit de leur travail, les kolkhozes acquièrent, par là même, leur indépendance à l'égard de la bureaucratie. Ce sont les travailleurs des kolkhozes qui seront maintenant les maîtres de leur production, et non plus les bureaucrates. Il reste à l'industrie à suivre cet exemple.

R. LOUZON.

A travers les Revues

Les Primaires continuent à nous présenter des numéros intéressants. La ligne politique y demeure encore incertaine entre un « bloc de gauchisme » démodé et un sentiment de classe qui craint de s'affirmer — mais il est du moins un terrain où la revue se situe résolument: celui de la guerre impérialiste. L'éditorial de juillet est consacré au *Refus de servir*. Ce moyen de résistance à la guerre peut paraître insuffisant aux léninistes. Personnellement, nous nous refusons à le considérer comme contradictoire de la conception marxiste de l'insurrection. En réalité, l'un n'irait pas sans l'autre. Et il a ce mérite indéniable, d'exiger un geste de risque tout de suite !

Dans les *Propos d'un Utopien*, Régis Messac dénonce les « coteries » maîtresses de nos pays. « *Elle est endémique à Marseille et l'on n'a jamais connu qu'elle en Corse. Tout le monde sait qu'en de tels endroits, que l'on soit fonctionnaire, agent de change, débardeur, curé ou banquier, on n'arrive à rien si l'on n'est pas soutenu par une coterie. Il faut, simplement pour avoir le droit de vivre, s'agréger à un petit groupe d'intérêts, agglomérés généralement autour d'un cacique... Il faut être ou franc-maçon ou jésuite, ancien élève de la rue des Postes ou compatriote de M. Chiappe, ou catholique militant, ou israélite militant... Même les récentes élections... ne sont que le triomphe d'une combine. Le parti radical n'est qu'une coterie, et il va bien se charger de nous le faire voir.* »

Si nous nous arrêtons à ces « propos de l'Utopien », c'est que nous pensons qu'ils renferment de sérieux éléments de réflexion. Les coteries ont envahi toutes les formations. Elles ne limitent point, hélas, leur malfaisance au parti radical... et socialiste. Les luttes de coterie ont fait du parti communiste — et par conséquent de la C.G.T.U. — un champ de ruines. N'essayons pas d'expliquer uniformément ces luttes de tendances comme des aspects de la lutte des classes. Il n'y avait point trente-six classes au sein d'un parti communiste qu'il fut russe, allemand ou français ! Mais il y avait plus d'un « cacique » autour duquel se sont agrégés des groupes d'agités et d'ambitieux. Et s'il en fallait une preuve, ne la trouverions-nous pas dans ce parti communiste français où les chefs se sont succédés comme les feuilles aux branches des platanes sans que la direction change vraiment ? Chaque nouveau chef est retombé dans les erreurs qu'il avait reprochées à ses devanciers et a marqué un pas de plus dans l'affaiblissement du parti qu'il devait remettre sur la voie juste ! Si bien que l'histoire de ce parti communiste qui a porté tant de nos espoirs ressemble singulièrement à celle d'un village avec ses potins, ses mesquineries, ses chausse-trapes — ses combines pour tout dire d'un seul mot.

* * *

En mai, **les Primaires** avaient publié sous la signature de J. Robardet « *Pergaud à l'Ecole Normale* ».

Plus qu'un témoignage sur l'adolescence du savoureux auteur de *Goupil à Margot* et de la *Guerre des Boutons*, il est un réquisitoire contre ce qu'ont été les Ecoles Normales, contre l'inhumanité de leur discipline, leur incompréhension des meilleurs élèves; elles ont été des machines à dressage quasi aussi parfaits que les séminaires et c'est sans doute pourquoi le « vieux pédago » a son parfum tout comme le prêtre même en civil !

Un exemple. Pergaud aime la lecture. Il emprunte à la bibliothèque les George Sand, les Theuriet et du Ferdinand Fabre, ouvrages jugés débilitants ! Cela suffit à faire donner au bibliothécaire l'ordre de ne plus délivrer que du plus pur classique.

Second exemple:

« *Le père de Pergaud, instituteur d'un petit village niché au pied d'un des chaînons jurassiens, meurt quasi subitement. Pergaud part: il a demandé vainement à rester auprès de sa mère jusqu'à la fin de la semaine. Le Directeur refuse et accorde deux jours, deux jours tout à la fois pour les funérailles et les arrangements de famille.*

Pergaud a le cœur tellement ulcéré de cette rigueur inhumaine qu'un coup de tête est à craindre. Chacun se demande s'il rentrera et plus d'un approuve d'avance le geste d'indépendance qui libèrera cette pauvre loque souffrante.

Et cependant il revient...

Et voici qu'un mois après ce premier deuil, comme par un acharnement du sort, la mère de Pergaud meurt à son tour, impuissante à vivre sans son mari. Cette fois, la douleur atteint au paroxysme. Nouveau départ, identique au premier, nouveau retour brusque. Toutes sortes d'idées folles bouillonnent dans ce cœur martelé par la souffrance. »

On pourrait tailler d'autres citations, mais cela suffit à juger le régime intérieur des Ecoles Normales — tel du moins qu'il existait autrefois — et à faire comprendre le souvenir haineux qu'il a laissé en certaines âmes peu malléables.

B. G.

* * *

Dans **La Revue Mondiale** du 1er mars 1932, Ayana Angadi étudie ce qu'il appelle « Le vrai problème de l'Inde ».

En quoi consiste le problème hindou-musulman ?... Les musulmans sont arrivés en Inde il y a 700 ans et ont gouverné environ 175 ans. Avec leur religion ils ont apporté leur culture et leur art qui, à cette époque, se sont incorporés dans la vie indienne. Des 70 millions de musulmans des Indes, aujourd'hui plus des trois quarts sont des hindous convertis, et ils ont à peine changé leurs anciennes coutumes indiennes et leurs habitudes mentales en changeant de religion. C'est pourquoi l'on peut voir Hindous et Musulmans vivre *paisiblement* côte à côte dans les 700.000 *villages* des Indes. « Nous fraternisons volontiers dans nos mutuelles cérémonies religieuses, bien que généralement nous ne dînions pas ou ne nous marions pas entre nous ».

Les combats entre Hindous et Musulmans se sont produits *surtout dans les grandes villes* comme Bombay, Calcutta, Cawnpore, qui sont des *centres industriels*. La cause en est là. L'Inde, pays jusqu'ici uniquement agricole, s'industrialise peu à peu. Ce nouveau régime crée de nouveaux problèmes qui, en temps de troubles, prennent la tournure des vieilles querelles religieuses. *Le plus grand nombre des industries sont détenues par de riches Hindous, tandis que la communauté musulmane, plus arriérée, se compose d'ouvriers.* C'est l'illustration *d'un problème industriel prenant soudain l'allure d'un antagonisme religieux.*

(A rapprocher du mouvement flamingant belge qui semble résulter de l'antagonisme entre l'ouvrier flamand parlant flamand, et son patron, wallon ou flamand parlant français (fransquillon). Là le problème industriel a pris l'allure d'un antagonisme linguistique et culturel).

J. P.

NOUS AVONS REÇU :

CHARLES ANDLER: *Vie de Lucien Herr* (Rieder).

Nous avons attiré l'attention sur cette œuvre lors de sa parution dans la revue *Europe*. Elle projette une vive lueur sur le socialisme d'avant-guerre et sa déviation chauvine de 1914 — déviation dans laquelle Andler, après Herr d'ailleurs, ne veut pas voir les responsabilités des socialistes français.

TRISTAN RÉMY: *Prolétariat* (Valois).
Poèmes.

EUGEN DIESEL : *Secrets de l'Allemagne* (Rieder).

Un livre allemand : 400 pages où 40 suffiraient. Description du sol, des villes, des peuples de l'Allemagne, au moyen d'amas d'épithètes, qui fatiguent sans parvenir à faire voir.

FAITS & DOCUMENTS

La Russie sans chômeurs ?

Nous empruntons à l' « Office international de nouvelles » I.N.O., bureau international d'informations ouvrières, les renseignements suivants :

D'après les bolchevicks, la question du chômage a été résolue en U.R.S.S. le 11 octobre 1930. Depuis ce jour, les secours de chômage sont supprimés et les Bourses du Travail ont reçu l'ordre d'envoyer dans les usines tous ceux qui se présenteraient.

Or, laissons parler quelques chiffres et quelques dates pris dans les journaux soviétiques:

Le 13 septembre 1930, moins d'un mois avant le 11 octobre, le « Troud » parlait encore de 630.000 chômeurs; pour 1931 même, le ministère du travail compte encore 450.000 chômeurs enregistrés. Mais seules, certaines catégories de chômeurs ont droit d'être enregistrées.

Ce sont seulement les chômeurs qui ont déjà travaillé *à l'usine*, ainsi que la jeunesse prolétarienne des villes, les soldats de l'armée rouge renvoyés dans leurs foyers, et quelques petites autres catégories. Le vrai surcroît de population, qui, en Russie, se produit à la campagne, et qui a été estimé à des chiffres variant entre 6 millions et 18 millions de personnes, n'a jamais été enregistré dans les statistiques de chômage.

LE « TURN-OVER »

Le soi-disant manque de main-d'œuvre qui a conduit à la suppression de l'assistance aux chômeurs, provenait d'une part de la rareté de la main-d'œuvre hautement qualifiée, et d'autre part d'un immense « turn-over » (départ du personnel d'une entreprise pour aller dans une autre).

Partout, les travailleurs quittaient leur emploi au bout de quelques semaines ou de quelques mois, pour aller s'embaucher ailleurs. La presse soviétique a dû reconnaître comme causes de cet état de chose: les mauvaises possibilités d'alimentation, les conditions de logement très défectueuses, les paiements de salaires irréguliers, etc... Les ouvriers et employés espéraient toujours trouver de meilleures conditions à un autre endroit. Par la suppression du soutien de chômage, on espérait empêcher les ouvriers de quitter leur entreprise, les enchaîner à leur travail. La presse soviétique a d'ailleurs annoncé le décret du 11 octobre 1930 sous le titre: « Pas d'assistance pour les déserteurs ! »

On exerçait aussi une pression morale continuelle pour obtenir des ouvriers, dans les réunions d'usines, de s'engager volontairement à ne pas quitter l'entreprise jusqu'à l'expiration du plan de cinq ans. Un décret ultérieur décida d'ailleurs, que les « déserteurs » ne seraient pas réembauchés dans l'industrie avant six mois écoulés, les menaçant en outre d'être privés de la carte de vivres, chassés des syndicats, et radiés des assurances sociales. On peut aisément se représenter ce que cela signifie dans les conditions d'existence pratiquées en Russie.

Malgré ces mesures draconiennes on n'a pas réussi encore aujourd'hui à arrêter le torrent qui circule continuellement d'une usine à l'autre.

LE RETOUR AU VILLAGE

Le prolétariat russe se recrute aux dépens du village. Le procès de différenciation qui aboutit à la création d'un prolétariat industriel pur, vivant seulement du travail salarié, ne s'accomplit encore en Russie que lentement. Le travailleur de la ville reste toujours encore soudé à la campagne; c'est ainsi que pendant la guerre civile, les villes se sont dépeuplées et les ouvriers se sont réfugiés à la campagne chez leurs parents. C'est une possibilité de trouver des positions de recul qui est particulière à la Russie; en Europe occidentale une situation analogue aurait amené la destruction physique du prolétariat.

Lénine faisait allusion à cela, au XI[e] congrès du parti bolchevick en 1922, lorsqu'il déclarait *qu'un prolétariat industriel tel que celui que Marx avait eu sous les yeux, n'existait pas actuellement en Russie*. A quoi Chliapnikov, comme chef de « l'Opposition Ouvrière », répondit par cette remarque: « Permettez-moi alors de saluer en vous l'avant-garde d'une classe qui n'existe pas ».

A cette époque « l'Opposition Ouvrière » revendiquait que la direction de la production soit remise entre les mains des syndicats comme organisations propres des producteurs. Lénine et Boukharine répondirent qu'on ne pouvait abandonner la dictature du prolétariat, incarnée dans le parti bolchevick, aux masses d'un prolétariat à demi paysan.

L'industrialisation rapide depuis 1927 a amené une aggravation de la situation matérielle du prolétariat, et elle s'est traduite à son tour, en plus du « turn-over », *par le retour au village*.

Si, avant la collectivisation de l'agriculture, l'accroissement du surcroît de la population dans les villes était énorme et même inquiétant pour les bolchevicks, le processus contraire se produisit à la suite de cette collectivisation. Un article de la « Za Industrialigaciju » s'exprime ainsi: « Les puits sont déserts, les mineurs s'en vont, les ouvriers du bâtiment s'en vont, les ouvriers des ateliers des chemins de fer partent également. Tous se dirigent vers les villages, vers les kolkhoses. Et pourquoi ne le feraient-ils pas ? Au village ils ont leur famille. Celui qui reste en dehors des kolkhoses risque d'être qualifié de koulak par les énergumènes de la bureaucratie locale ». En 1931 encore les journaux soviétiques sont remplis de plaintes à propos de l'exode vers les campagnes. L'excès de la population et les chômeurs se sont donc réfugiés dans les kolkhoses. L'économiste russe compte 36 à 56 % de main-d'œuvre superflue dans ces entreprises, qui travaillent cependant aujourd'hui encore avec des moyens très primitifs. Si l'on réussissait à améliorer la technique des kolkhoses, les économistes estiment à 80 % les ouvriers qui y deviendraient superflus. On essaie aujourd'hui déjà de refouler une petite partie d'entre eux vers les industries qui ont besoin de main-d'œuvre mais elles ne peuvent en absorber la totalité.

Le problème du surcroît de la population et du chômage existe donc aussi pour la Russie. On cache sciemment au prolétariat international les causes profondes qui ont provoqué la disparition momentanée des chômeurs, disparition illusoire que l'on présente comme un succès du socialisme dans un seul pays.

Les nouvelles fortifications de l'est et leur capacité offensive

Pendant la guerre, pour être renseigné sur ce qui se passait en France et sur le front français, il fallait lire — quand on le pouvait ! — les journaux étrangers. Malgré la suppression de la censure il en est encore de même. Pour être renseigné sur les gigantesques travaux qui se poursuivent à nos frontières de l'est, il faut nous adresser à la presse étrangère. Voici ce qu'en dit un journal d'Argentine, la **Critica,** dans son numéro du 7 juillet :

Pourquoi la France s'oppose-t-elle avec tant d'énergie au plan américain de désarmement, spécialement en ce qui concerne la réduction de l'artillerie lourde, arme offensive par excellence ? Etant donné que la France ne cesse d'exprimer sa crainte d'une agression allemande, qu'elle construit tout le long de ses frontières de l'Est une nouvelle et puissante organisation de fortifications, on aurait pu croire qu'elle accepterait volontiers un plan qui privait l'Allemagne des moyens de détruire les fortifications françaises en cas de guerre.

La raison du refus opposé aux propositions des Etats-Unis par la France est néanmoins très claire. Quoiqu'elle jure ne pas avoir la moindre intention d'attaquer l'Allemagne, la France est en effet parfaitement résolue, dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne ou quelqu'autre des alliés orientaux de la France, à prendre position à l'égard

du Reich. Les nouvelles fortifications, que la France appelle défensives, ont été en réalité projetées pour servir à l'offensive.

C'est là du moins la conclusion à laquelle est arrivé l'un des experts les plus compétents des Etats-Majors européens, dans un rapport confidentiel à son gouvernement, dont la reproduction photographique est arrivée en mes mains par suite de nombreuses circonstances extraordinaires.

Le rapport commence par donner la description de la formidable barrière de ciment et d'acier qui se construit à la frontière française face à l'Allemagne et à l'Italie. Le rapport dit textuellement:

Le programme des fortifications françaises qui doit s'achever en 1934, ne consiste pas seulement dans la modernisation des forts existants ou dans la construction de forts nouveaux. Il s'agit d'armer d'une manière continue toute la frontière, de Dunkerque à Menton.

Le secteur principal va de Bâle au Luxembourg, soit sur près de 300 kilomètres, desquels 173 suivent le cours du Rhin.

D'accord avec l'école de Vauban, qui repousse tout modèle et formule fixes et tend à s'adapter à la configuration du terrain, on construit une chaîne de fortifications dont les éléments avancés seront situés à une distance de 12 à 15 kilomètres de la frontière allemande.

Toutes les ressources de la science des fortifications sont utilisées: des zones entières fortifiées au niveau du sol, avec ou sans encastrement de fortins; des forts isolés; des centres fortifiés grands et petits, avec rattachement des forts ronds de vieux style.

De puissantes fondations de ciment, des tunnels souterrains, des routes mettant en communication les bases souterraines d'artillerie, des sentiers, souterrains eux aussi, et habilement recouverts de parquets mobiles.

Toutes ces constructions, qui sont établies très solidement et fondées très profondément, peuvent être considérées comme étant à l'abri du bombardement. Elles sont à l'abri aussi des gaz asphyxiants, étant équipées de réservoirs d'air et d'appareils de ventilation à haute pression. De plus, elles ont l'eau courante, la lumière électrique et le téléphone. De grandes constructions contiennent des dépôts de munitions et d'alimentation, avec transporteurs électriques, cuisines électriques et appareils de chauffage. Les constructions de Hackenberg et Hochwald sont des merveilles de technique appliquée.

Le fait est que sur un parcours de 300 kilomètres il se crée un monument de science militaire, le plus formidable que l'histoire ait connu. Le vocabulaire militaire n'a pas encore d'expression pour désigner cette puissante muraille de béton et d'acier.

Le rapport continue:

De quelles armes seront pourvues ces fortifications ?

Jusqu'à présent les français n'ont pas voulu dire un seul mot à ce sujet. Mais on peut affirmer que, pendant ces dernières années, l'artillerie a autant progressé que les fortifications. A la fin de la guerre, la portée des canons arrivait déjà à 120 kilomètres. Quelle sera aujourd'hui la portée des nouveaux canons qui seront installés dans les fortifications !

La distance de la frontière allemande n'excède pas 12 à 15 kilomètres. Ainsi, dans n'importe quel cas, les canons français domineront de leur feu une étendue énorme, et vitale, du territoire allemand. De grandes villes, des mines, des chemins de fer, tout cela sera facilement détruit à partir des abris de ciment qui procureront aux français une sécurité complète et un maximum de commodités; ils n'auront pas besoin de faire mouvoir un seul soldat d'infanterie, et ne courront aucun danger.

Telles sont les conclusions de l'expert militaire.

Il faut aussi rappeler que les Berthas, avec lesquelles les allemands bombardèrent Paris à une distance de 120 kilomètres, n'étaient, en 1918, qu'à leurs débuts. L'artillerie française a sans doute progressé assez maintenant pour atteindre le double de cette distance.

Le rapport ajoute:

Le système fortifié français fait face, du côté allemand, à une zone complètement dépourvue de toute protection. La rive gauche du Rhin, et une zone de 50 kilomètres de profondeur sur la rive droite ont été démilitarisées conformément au traité de Versailles.

La position de l'Italie est, à ce point de vue, bien supérieure à celle de l'Allemagne. Car l'Italie a la protection de la barrière des Alpes, et elle peut construire en toute liberté les fortifications qu'il lui plait, et elle peut maintenir sur sa frontière les garnisons qu'elle estime nécessaires à sa défense. D'autre part, ses industries ne sont pas si rassemblées que celles de l'Allemagne.

Toutefois, la multiplication par les français des canons à longue portée crée de sérieuses préoccupations à l'Italie.

Le rapport termine par le paragraphe suivant qui mérite d'être médité par les délégués de Genève et par toute personne qui étudie la question du désarmement:

Les français assurent que leurs fortifications ont un caractère purement défensif. Mais les fortifications par elles-mêmes ne sont ni offensives, ni défensives, leur caractère dépend uniquement du rôle qu'on veut bien leur assigner.

Les fortifications françaises si étendues et d'un tracé bien étudié, permettent au haut commandement d'économiser les forces dans les secteurs les moins importants du front et de les concentrer sur des points déterminés, pour y déclancher une offensive.

L'emploi des canons à longue portée peut porter la mort et la destruction très loin dans le territoire ennemi et, par ce fait, exercer une action offensive et non purement défensive.

Les distinctions de classes dans les prisons de l'Inde

A propos du camarade Roy, le camarade hindou de l'opposition communiste qui a été condamné à douze ans de déportation, et qui a été retiré de la « classe A » pour être mis dans la « classe B », **Workers Age,** organe américain d'opposition communiste, donne ces curieux renseignements sur le régime des prisons aux Indes :

Le gouvernement de l'Inde ne reconnait pas aux prisonniers politiques le droit à un régime spécial. Tous les prisonniers, qu'ils soient politiques ou de droit commun, sont divisés en trois classes : « A », « B », ou « C », *selon leur situation sociale* avant d'entrer en prison.

Ceux de la classe A jouissent de certains privilèges tels que faire venir leur nourriture, avoir leurs vêtements et leur literie à eux, écrire et recevoir des lettres, des livres, des revues, des journaux, et recevoir de fréquentes visites. Les principaux et riches chefs nationalistes ont été mis dans la classe A. Les voleurs, les faussaires, les assassins peuvent jouir de la classe A, pourvu qu'ils aient un « standing » social suffisant. Le gouvernement de l'Inde maintient ainsi les privilèges et les distinctions de classes, jusque dans la prison !

Naturellement, la majorité des hindous prisonniers est mise dans la classe C, où ils doivent faire le travail de la prison, porter les vêtements des prisonniers, manger la nourriture de la prison, et où ils sont, d'une manière générale, soumis aux pires conditions.

Les prisonniers de la classe intermédiaire B sont dispensés des tâches les plus dures du travail de la prison, excepté quand elles leur sont imposées à titre de punition spéciale, mais ils sont privés de tous les avantages des prisonniers de la classe A, sauf qu'ils peuvent recevoir un journal hebdomadaire désigné par le directeur de la prison, certaines espèces de livres et de revues, et qu'ils peuvent écrire une lettre et recevoir une lettre et une visite par mois.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL . 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE . PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages ..... Prix : **20** fr.

C'EST DE L'HISTOIRE !

POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

lisez :

"...l'Abominable Vénalité de la Presse"

A. RAFFALOVITCH
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pages ..... Prix : **25 fr.**

qui vient d'être édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10e). Chèque postal : Paris 43-08

NOUVEAUTÉS DU MOIS

LITTERATURE

GORKI : **Klim l'enfant** (Rieder) ..... **15 fr.**
REMARQUE : **A l'ouest rien de nouveau** (Flammarion) éd. pur fil ..... **35 fr.**
JOLINON : **Dame de Lyon** (Rieder) ..... **15 fr.**
MAC KAY : **Quartier noir** (Rieder) ..... **15 fr.**
Heinrich MANN : **Professeur Unrat** (Grasset) ..... **15 fr.**

QUESTIONS SOCIALES

DURTAIN et POZNER : **U.R.S.S.** (Œuvres représentatives) ..... **25 fr.**
Lucien HERR : **Choix d'écrits**, 2 vol. (Rieder) ..... **30 fr.**
ENGELS : **Monsieur Duhring bouleverse la science**, tome 2 (Costes) .... **12 fr.**
CORDAY : **L'envers de la guerre** (Flammarion) ..... **12 fr.**
KATAEV : **Les Bolchevicks au parlement tsariste** (B.E.D.P.) ..... **12 fr.**

DIVERS

Géographie universelle : Etats scandinaves et baltiques, 2 vol. br. ..... **195 fr.**
reliés toile..... **255 fr**
ANDLER : **Vie de Lucien Herr** (Rieder) ..... **30 fr.**

Tous ces livres sont adressés franco par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris, 43-08

Maison d'Edition l'EGLANTINE

PARIS, 32, rue de Grenelle

VIENT DE PARAITRE :

LES CAHIERS DE L'EGLANTINE

CARMEN ENNESCH

AU-DESSUS DU RESSENTIMENT FRANCO-ALLEMAND

Prix : **10** fr.

AUGUSTE VERMEYLEN

IMPRESSIONS DE RUSSIE

avec photographies Prix : **12** fr.

Lisez : L'Internationale sanglante des armements

d'OTTO LHEMANN Prix [illegible]